



**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

**POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)**

**ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
PRÉFET DE MAYOTTE**

**REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)**

**SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE DE MAYOTTE**

**OBJET DE LA CONSULTATION**

**CAMERA MOBILES DE SURVEILLANCE TERRESTRE  
DANS LE CADRE DES MISSIONS DES FSI DÉPLOYÉES À MAYOTTE**

**PROCEDURE**

**APPEL A COMPÉTENCE / DEMANDE D'INFORMATIONS**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES**

**22 MARS 2024 - 14H00**

**RÉFÉRENCE PUBLIQUE POUR LA DÉMATÉRIALISATION**

**SATPN976-RFI-2024-LAPI**

## Table des matières

-	Article 1 – AVERTISSEMENT.....	3
-	Article 2 – CONTEXTE.....	3
-	Article 3 – LES BESOINS DE LA PREFECTURE DE MAYOTTE.....	4
-	Article 4 – EXIGENCES FONCTIONNELLES.....	4
-	Article 5 – MODALITE DE MISE EN OEUVRE DE L'APPEL A COMPETENCE.....	5
-	Article 6 – QUESTION ET CADRE DE REPONSE.....	6
-	Article 7 – MODALITE DE CORRESPONDANCE.....	6
-	Article 8 – ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE.....	7
-	Article 9 – GLOSSAIRE.....	8
-	Article 10 – ANNEXE 1 – CADRE REPONSE.....	8

## Article 1 - AVERTISSEMENT

Le présent appel à compétence, par sa **Demande d'Informations (DI)** ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une opération ou une contractualisation sur l'objet de la présente DI.

À ce stade amont de la réflexion, la réponse des « opérateurs compétents » à cette DI est une démarche volontaire et non discriminante. La présente DI s'adresse aux « opérateurs compétents » de l'Union Européenne .

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou pré-contractuels de la part de leurs auteurs.

Les « opérateurs compétents » seuls ou en groupement sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette DI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciels qui pourraient s'ensuivre).

Les sociétés souhaitant répondre à la présente DI peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins exprimés.

## Article 2 - CONTEXTE

La sécurisation des frontières maritimes est un enjeu majeur pour la protection des territoires insulaires et en particulier celles de Mayotte.

Dans le cadre du programme Frontières Intelligentes du ministère de l'Intérieur, une base de connaissance exhaustive recensant l'ensemble des technologies de sécurité maritime ayant atteint un niveau de maturité maximal (TRL9) est en cours de réalisation. Il s'agit de la base de connaissance AQUILA.

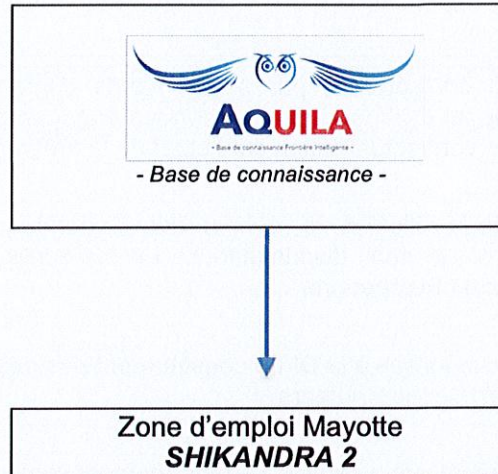
AQUILA vise à regrouper l'arsenal des solutions les plus avancées et éprouvées, s'appuyant sur des innovations technologiques pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine.

Régionalisée en fonction des besoins, AQUILA est utilisée pour chaque zone d'emploi au travers d'un projet dédié. La zone d'emploi du présent RFI porte le nom de SHIKANDRA 2 et concerne Mayotte.

L'architecture envisagée pour SHIKANDRA 2 sera le fruit d'une sélection rigoureuse des briques technologiques les plus adaptées, provenant d'une série de RFI (Request for Information) dont le présent RFI dédié aux caméras mobiles de surveillance.

L'approche privilégiée pour SHIKANDRA 2 se fonde sur la recherche de solutions simples, efficaces, intégrables, évolutives et maintenables à moindre coût pour le ministère de l'Intérieur. Cette approche modulaire permettra d'assembler un ensemble cohérent et fonctionnel, combinant diverses technologies sélectionnées pour répondre aux défis spécifiques de la surveillance maritime à Mayotte.





### Article 3 - Les besoins de la préfecture de Mayotte

Une réflexion est engagée à titre exploratoire par le ministère de l'Intérieur dans le cadre du renforcement des dispositifs de sécurité pour la lutte contre l'immigration clandestine et les réseaux de passeurs à Mayotte, l'EMOLIC lance ce RFI pour l'acquisition de solutions de surveillance terrestre innovantes et mobiles.

- Le besoin repose sur la fourniture de caméras mobiles de surveillance terrestre, autonomes en énergie, dotées de fonctionnalités de détection des mouvements de véhicules et de personnes dans des zones caractéristiques de l'île de Mayotte, ceci afin d'améliorer la perception situationnelle.

### Article 4 - Exigences Fonctionnelles

*installer sur l'ensemble des plages proches des débarquements de clandestins, braquonnage ou zones touristiques - miquillage sur les points stratégiques de passage obligé -*

1. Technologie LAPI : Intégration de la technologie LAPI (Lecture Automatique de Plaques d'Immatriculation) pour l'identification et l'enregistrement des plaques d'immatriculation des véhicules, soutenue par un algorithme robuste de reconnaissance optique de caractères (OCR).

#### 2. Détection de mouvement :

Capacité de détection d'un humain, par tous temps, de jour comme de nuit, dans différentes postures, à différentes cadences (marche lente, marche rapide, course), et statique.

#### 3. Génération d'alerte :

Le système doit pouvoir envoyer une alerte, en temps réel, sous forme de message spécifique vers le C2 EMOLIC dès lors qu'un individu, ou un groupe d'individu, est détecté dans une zone d'intérêt, ou dès lors qu'un véhicule d'intérêt est détecté à l'arrêt ou en mouvement. Ce message doit comporter un groupe date-heure (GDH), les coordonnées GPS de la détection, ainsi que l'identifiant du capteur ayant réalisé la détection.

#### 4. Transmission des Données :

Mise en place d'un système de communication fiable et sécurisé pour la transmission en temps réel des données collectées par les caméras de surveillance au centre opérationnel de l'EMOLIC. Il doit être possible pour un opérateur du CO EMOLIC de visionner en temps réel le flux vidéo des



caméras déployées sur le terrain. Il doit lui être possible d'adresser une requête à l'opérateur sur le terrain pour orienter la caméra dans une zone donnée (Zoomer, dé-zoomer, etc.).

#### - 5. Stockage des données:

Les données produites par la caméra doivent pouvoir être stockées sur un cloud sécurisé, à distance, ainsi que sur un disque dur sécurisé (ou tout autre moyen) directement sur la caméra. Ceci afin de garantir la conservation des images produites en cas de perte de la liaison de données.

#### 6. Masquage :

Il doit être possible d'appliquer en périphérie des secteurs sous surveillance le nombre nécessaire de masques afin de garantir la préservation de la vie privée des riverains.

#### 7. Discrétion, Robustesse et mobilité :

Solutions discrètes et résistantes aux tentatives de destruction ou de dégradation tout en garantissant leur fonctionnement autonome dans des conditions environnementales dégradées (humidité, salinité, vent).

Solutions déployables temporairement et rapidement sur des pylônes existants et autonomes en énergie plusieurs jours. Possibilité de les connecter aux alimentations de ces dits pylônes si l'objectif est de les laisser en place.

*autonomes en énergie, maintenance simple, car sur batterie longue durée alerte de remplacement des accus avec un délai d'au moins 1 semaine.*

#### 8. Centre d'analyse :

Afin d'équiper le CO de l'EMOLIC, un centre de supervision sera proposé avec toutes les caractéristiques utiles :

- vision temps réelle de toutes les caméras sur plusieurs écrans grand formats
- possibilité de rejeu à différentes vitesses, de recherche intelligente dans les enregistrements d'un objet, d'un véhicule avec utilisation du LAPI, affichage du géopositionnement du véhicule suivi et transmission des informations au C2 de l'EMOLIC
- possibilité d'exporter les photos, vidéos, etc.

#### 9. Support Technique et Maintenance :

Offre de support technique pour l'installation, la maintenance et la résolution des problèmes éventuels.

Durée de garantie et disponibilité du service après-vente.

#### 10. Réglementation :

Respect des réglementations en vigueur sur l'enregistrement de vidéos sur l'espace public, et sur la destruction de ces enregistrements passé le délai légal.

### Article 5 - Modalité de mise en œuvre de l'appel à compétence

Dans le cadre de l'appel à compétence, la présente demande d'information (DI) constitue la première étape de la consultation des fabricants /installateurs / équipementiers de solutions de vidéosurveillance avec LAPI afin de sonder la capacité du marché à répondre en tout ou partie des besoins de la préfecture de Mayotte.

Les réponses obtenues permettront d'identifier des solutions techniques (équipements) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain. Les fournisseurs peuvent aussi proposer d'eux-mêmes des fonctionnalités complémentaires, qui pourraient apporter des capacités utiles à l'action LIC.

Cette DI s'adresse aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne.



## Article 6 - Question et cadre de réponse

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

## Article 7 - Modalité de correspondance

### 7.1 Objectif de la demande d'information

La DI est volontairement rédigée de manière à présenter les besoins de la préfecture de Mayotte pour son projet de caméras mobiles de surveillance et ne présente qu'une orientation vers des solutions.

L'objectif recherché est de laisser une liberté de réponse sans brider les propositions.

Les « opérateurs compétents » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (niveaux de service, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc).

### 7.2. Demande de précisions relatives à la demande d'informations

Les « opérateurs compétents » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou techniques sur cette DI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La préfecture de Mayotte se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises collégalement aux entreprises s'étant inscrites dans cette démarche d'appel à compétence et ce, par voie électronique.

### 7.3. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La préfecture de Mayotte ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

### 7.4 Demande de précisions sur la teneur des réponses

La préfecture de Mayotte peut demander aux « opérateurs compétents répondants » de préciser la teneur de leur réponse. Ces demandes sont adressées aux « opérateurs compétents » via la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et les éléments de réponses sont également transmis par cette plateforme. Ils peuvent aussi demander des précisions à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via les adresses courriels suivantes

**Thibaut.mylander@mayote.pref.gouv.fr**

**Carol.furgal@interieur.gouv.fr**

**Franck.junca@interieur.gouv.fr**

### 7.5. Envoi des réponses

L'« opérateur compétent répondant » fournira une réponse unique, transverse et raisonnée sur l'ensemble de la problématique présentée dans la présente Demande d'Information (DI).

La réponse à la DI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs compétents, selon des modalités librement définies par les membres du groupement.

Les sociétés souhaitant répondre à la présente Demande d'Information, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment. La réponse est impérativement en français. Les réponses des « opérateurs compétents » devront être remises au plus tard le 22 mars 2024 à 14h00 selon les modalités prévues dans le présent document, avec des fichiers compatibles avec les logiciels de bureautique Microsoft Office, Libre office ou au format « PDF ».



#### 7.6. Organisation d'entretiens individuels avec les « opérateurs compétents répondants »

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs compétents répondants » afin de réaliser un entretien avec eux sous la forme d'une audioconférence (il vous sera communiqué le numéro de téléphone (numéro non surtaxé) et le code d'accès associé par courriel d'invitation ou par question directement posée sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

### **Article 8 - ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE**

La campagne d'évaluation qui pourraient éventuellement être menée à l'issue de l'appel à compétence auprès de certains « opérateurs compétents répondants » ne constitue en aucune façon un engagement de l'État à acquérir ultérieurement la ou les solution(s) présentée(s) à cette occasion.

Toute acquisition future sera menée dans le respect des règles de concurrence, conformément aux procédures prévues par la réglementation en matière de marchés publics.



## Article 9 - Glossaire

GMAO : Gestion de la maintenance assistée par ordinateur

## Article 10 - ANNEXE 1 – CADRE REPONSE

- Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant scrupuleusement le format proposé ci-dessous :

1. Information sur l'opérateur compétent :

1.1 Informations générales – Identification de l'opérateur

- Raison sociale	-				
- Date de création de la société	-				
- Domiciliation de la société	-				
- Adresse postale	-				
- Pays	-				
- Numéro RCS ou équivalent	-				
- Nom du contact pour cette DI	-				
- Téléphone portable	-				
- Téléphone fixe	-				
- Adresse mail du contact	-				
- Êtes-vous favorable à un entretien individuel dans l'éventualité où l'administration souhaiterait l'organiser avec votre société	<table><tr><td>- OUI</td><td>- NON</td></tr><tr><td>-</td><td>-</td></tr></table>	- OUI	- NON	-	-
- OUI	- NON				
-	-				

• Si le siège de votre société n'est pas domicilié en France :

- Avez-vous des filiales en France ?

• Où sont situés vos sites de production et plus particulièrement ceux en lien avec votre activité liée avec l'objet du présent appel à compétence ?

• Veuillez **présenter succinctement l'organigramme de votre entreprise** ci-dessous ou joindre un document dans votre réponse à cet effet :

*L'opérateur compétent doit décrire son organisation interne, ses domaines de compétence et donner une indication sur les moyens humains consacrés aux opérations ou programmes en relation avec l'objet de la présente DI (R&D, production...).*



## 2. Informations générales – Informations financières

Nom des actionnaires principaux	Part du capital
-	-
-	-
-	-
-	-

Années	Chiffre d'Affaires (dont relatif à l'objet de la présente DI)	Effectifs moyens (dont relatifs à l'objet de la présente DI)
2022	-	-
2021	-	-
2020	-	-

## 3. Informations spécifiques

- Quelle est l'ancienneté sur ce type de prestations et moyens humains affectés ?
- Positionnement par rapport à la concurrence : points forts, valeur ajoutée par rapport à vos concurrents ?
- Principaux clients sur ce type de prestations ?
- Projection de vos prestations dans les 5 années à venir ?

**Remarque :** dans le cas d'une réponse conjointe de plusieurs opérateurs compétents, les éléments demandés dans cette section sont à fournir pour chacun des opérateurs impliqués dans le groupement.

### 2. Information sur la solution technique de l'opérateur compétent

#### 2.1. Données générales / Caméras de surveillance terrestre

Données générales			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
A1	Quel est le type de liaison de données utilisée pour la transmission des données (flux vidéo, photo et message texte) ?		
A2	Quel est le protocole d'encodage des vidéos ?		
A3	Quel est le format des messages ?		



A4	Est-il possible de piloter à distance les caméras ?		
A5	Quel est le facteur de forme de la caméra ?		
A6	Avec quelle(s) norme(s) de protection environnementale la caméra est-elle conforme ?		
A7	Quelle est la source d'alimentation de la caméra ?		
A8	Quelle est l'autonomie de fonctionnement ?		
A9	La caméra est-elle résistante aux chocs et aux vibrations ?		
A10	Disposez-vous de références commerciales ?		
A11	Quel est le processeur utilisé ?		
A12	Quelle est la carte graphique utilisée ?		
A13	Quelle est la résolution ?		
A14	Existe-t-il des capacités WIFI ?		
A15	Quelles sont les capacités de stockage des données sur la caméra (disque dur, carte mémoire, etc) ?		
A16	Quelle est la température de fonctionnement ?		
A17	Quelle est la température de stockage ?		



A1 8	Quel est le niveau de disponibilité des pièces de rechanges ?		
A 19	Quelles sont les certifications de votre caméra ?		
A2 0	Où est hébergé le cloud ?		
A2 1	Quel est le logiciel utilisé sur la tablette ou le PC des opérateurs ?		
A2 2	Pouvez-vous décrire l'application PC de contrôle (IHM, fonctionnement) ?		
A2 3	Quelles sont les DRI d'une cible humaine ?		
A2 4	Quelles sont les DRI d'une plaque d'immatriculation ?		
A2 7	Quel est le niveau d'humidité maximum ?		
A2 8	Quel est le pourcentage de sel dans le brouillard salin acceptable ?		
A3 0	Quelle est la liste de vos accessoires ?		
A3 1	Vos techniciens et spécialistes communiquent-ils en langue française ?		
A2 4	Votre produit est-il ITAR FREE ?		



2.2 Impact financier

Impact financier : définir les différents impacts financiers des questions posées ci-dessus, notamment			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
B1	Quel est le coût estimé du dispositif complet que vous proposez ? plusieurs versions sont envisageables ?		
B2	Quel est le coût estimé d'un prêt in situ de plusieurs mois ?		
B3	Quel est le coût d'une journée de formation ? Pour combien de personnes ?		

-

2.3 Autres informations éventuelles (forme libre)

L'opérateur compétent peut fournir toute information complémentaire et pertinente en regard de la présente DI.

Si le dispositif proposé par votre société présente des aspects non abordés par les précédentes questions, vous pouvez les détailler :	
M 1	- - - - - -

-

A DZAOUDZI, le 21/02/2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le sous-préfet, chargé de la Lutte contre l'Immigration Clandestine

  
FREDERIC SAUTRON